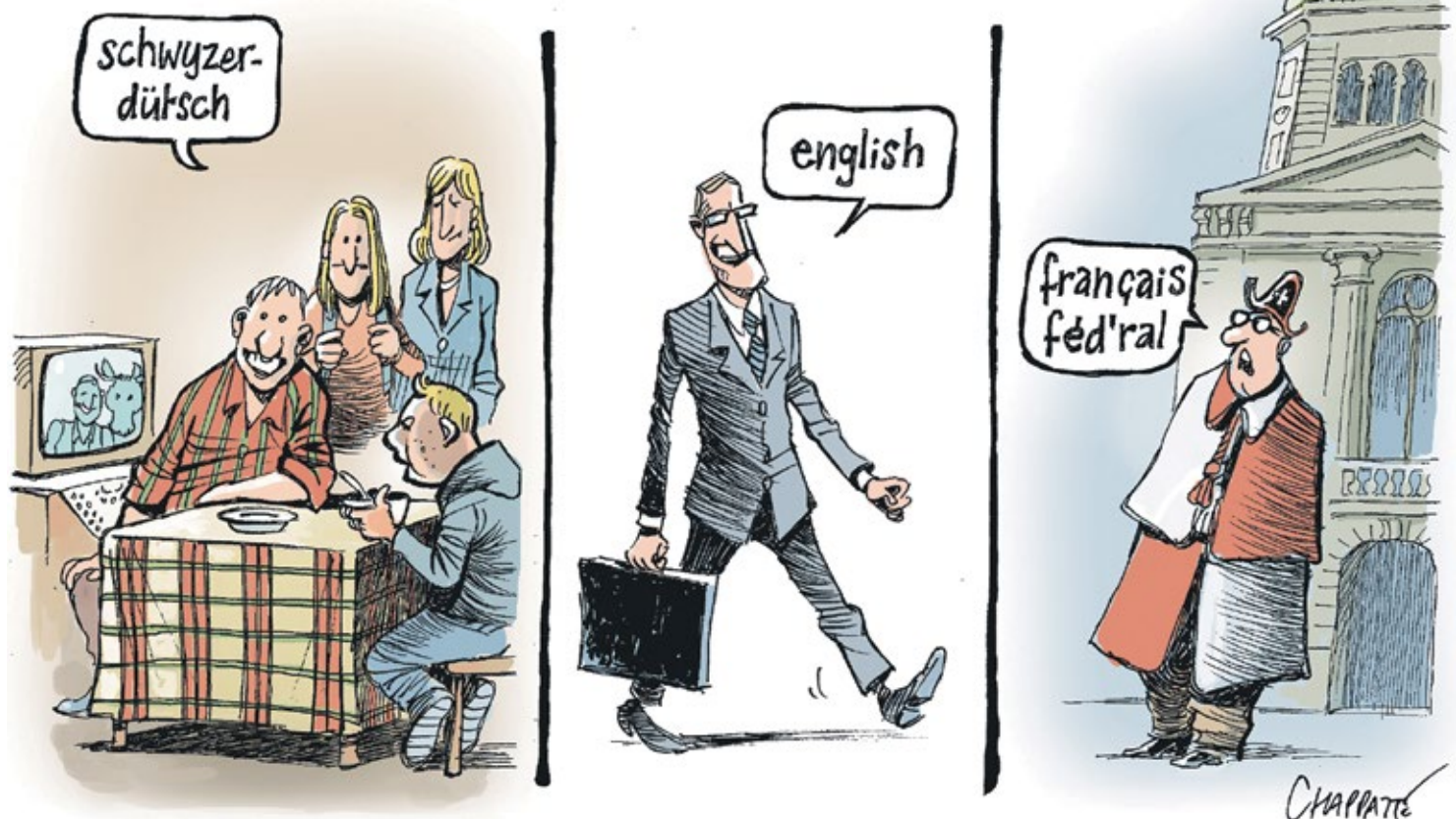


POINT FORT

Redonner du sens à l'étude des langues nationales

Le regard des jeunes Suisses sur les systèmes d'enseignement des langues nationales est entaché d'idées préconçues. C'est l'un des constats de l'étude «Suisse – Société multiculturelle»

Les 3 langues nationales



Multilinguisme. Dessin: P. Chappatte, publié dans «Le Temps», septembre 2014

Pourquoi étudier l'une des langues nationales quand l'anglais est aujourd'hui beaucoup plus utile, tant pour son avenir professionnel que pour voyager à travers le monde? Telle est la question des jeunes Suisses face à l'apprentissage de l'allemand – respectivement du français – à l'école. C'est ce que démontre l'enquête la plus complète jamais réalisée à ce jour sur la thématique de la diversité linguistique et culturelle. Plus préoccupant, la recherche révèle également que plus de la moitié

des jeunes n'atteint pas le niveau de compétences correspondant aux objectifs des systèmes d'enseignement pour les langues nationales.

Basé sur «l'enquête fédérale auprès de la jeunesse ch-x 2008/2009», le projet de recherche «Suisse – Société multiculturelle», piloté par l'Observatoire économie-langues-formation (ELF) de la Faculté de traduction et d'interprétation, porte sur plus de 41000 jeunes hommes suisses, qui ont été interrogés tant sur leurs compétences linguistiques et interculturelles que sur leurs attitudes

envers l'altérité, la migration et l'intégration. Financée par la Confédération, l'étude, supervisée par une commission parlementaire, a été menée à l'occasion du passage de ces jeunes dans l'un des six centres de recrutement du pays. Elle a été complétée par un échantillon d'environ 1500 jeunes femmes.

RÉALITÉ INTÉGRÉE

Le premier objectif des chercheurs visait à constituer une base de données quantitative sur la thématique. Puis il s'agissait d'aborder conjointement les différents aspects

de la diversité, qu'ils soient sociolinguistiques, culturels, pédagogiques ou politiques. «La réalité de la diversité des langues et des cultures est quelque chose qu'il faut aborder de manière intégrée, explique François Grin, directeur de l'Observatoire ELF. On ne peut pas parler de diversité des langues sans parler de diversité des cultures, et inversement.» Enfin, le projet visait à enrichir le débat public sur la gestion de la diversité. Quatre orientations prioritaires, déclinées en 25 propositions d'action, ont été présentées en conclusion de l'étude, à l'in-

tenction des responsables des politiques publiques.

ÉVENTAIL DES LANGUES

S'il n'y a pas eu de grosses surprises, «la masse d'informations obtenue permet de remplacer ce qui n'était jusqu'ici que des hypothèses et des impressions générales par des faits empiriquement fondés», se réjouit François Grin. L'enquête montre principalement que le stock de compétences linguistiques en Suisse est important, de niveau hétérogène et réparti sur un large éventail de langues (126 langues mentionnées).

Les canaux d'apprentissage sont d'une efficacité inégale, un fait qui pourrait être mis à profit pour renforcer l'efficacité des apprentissages. Mais le constat est sévère: si les jeunes gens sont en majorité désireux d'apprendre des langues étrangères quand on les soutient dans cette entreprise, les compétences restent souvent inférieures aux objectifs des systèmes éducatifs en ce qui concerne les langues nationales, notamment en raison d'un enseignement perçu comme peu intéressant ou peu stimulant.

SITUATION PRÉOCCUPANTE

Ainsi, moins de la moitié des apprentis atteint les objectifs (B1 pour les filières professionnelles) et seule une minorité des gymnasiens (41% des Alémaniques pour le français, 25% des Romands pour l'allemand) atteint le niveau B2, l'objectif visé par la maturité (niveaux du Cadre européen commun de référence pour les langues, soit A1 et A2 pour un utilisateur élémentaire, B1 et B2 pour un utilisateur indépendant, C1 et C2 pour un utilisateur expérimenté).

«Même si les niveaux de compétences en langue nationale sont supérieurs au Tessin où le niveau obtenu est légèrement meilleur en français qu'en anglais (mais inférieur en allemand), la situation est préoccupante», s'inquiète François Grin. Une situation que le professeur explique par les représentations négatives des langues nationales qu'ont une ma-

ajorité des élèves. En effet, si la possibilité de se débrouiller dans la langue nationale étudiée est évaluée positivement, son enseignement est jugé rébarbatif. Alors que l'intérêt pour l'anglais remporte près de 80% d'adhésion. «Si échec de l'école il y a, ce n'est pas forcément l'échec de l'institution, des méthodes ou des enseignants. Les pré-supposés des élèves ne fa-

cilitent pas la chose, il y a un problème d'image. Les jeunes vivent dans un environnement où l'exposition à l'anglais est très forte et où les langues nationales sont marginalisées. Le message – souvent présenté comme pragmatique – «l'anglais d'abord et tant pis pour les langues nationales», seriné à l'envi dans les médias, a un impact délétère sur les atti-

tudes. Même si les voix de la vertu essayent de rappeler que l'apprentissage des langues nationales est important pour toutes sortes de raisons, le discours simplificateur semble plus efficace.»

ENSEIGNEMENT BILINGUE

Pour inverser la tendance, le professeur propose de doter de plus de sens l'enseignement des langues nationales aux niveaux primaire et secondaire I. «En proposant un accès à des filières bilingues au niveau secondaire II – et cela pour toutes les filières, qu'il s'agisse de l'apprentissage, de l'école de culture générale ou du collège. Les élèves seraient mieux à même de saisir l'utilité d'une langue nationale dans un horizon assez proche.» Et ce n'est pas la seule manière de motiver les jeunes, selon le professeur: «Les entreprises manquent de compétences en langues nationales, beaucoup plus que de compétences en anglais. Il faut expliquer la rentabilité de celles-ci, qui représentent également une assurance contre le licenciement.»

L'enquête en chiffres

Echantillon final

- ▶ 41240 jeunes hommes suisses (y compris 13% de doubles nationaux) dont 80% ont entre 19 et 20 ans
- ▶ 1531 jeunes femmes suisses

Profil sociologique

- ▶ 30% ont au moins un parent d'origine étrangère
- ▶ 56% des Romands, 41% des Tessinois et 37% des Alémaniques sont très attachés à leur région linguistique
- ▶ 60% n'ont pas encore achevé de formation; 25% ont fini leur apprentissage, 6% leur maturité
- ▶ 33% se disent proches de l'UDC, le PS apparaît en deuxième position (11%)

Langue et multilinguisme

- ▶ 126 langues différentes mentionnées
- ▶ 6% n'ont appris aucune langue étrangère; une langue (12%); deux langues (53%); trois langues (23%); quatre langues (5%); cinq langues (1%)
- ▶ Langues étrangères: anglais (85%); français (68%); allemand (21%); italien (14%); espagnol (6%); langues slaves d'ex-Yougoslavie (3%); albanais (2%)
- ▶ Motivations d'apprentissage: satisfaction personnelle (88%); utilisation en vacances (86%); goût pour la langue (70%); ouverture professionnelle (72%); envie de connaître une langue répandue (72%)

Une étude auprès des jeunes Suisses analyse les enjeux du «vivre ensemble»

Basée sur un échantillon de plus de 40000 jeunes, l'enquête la plus complète jamais réalisée à ce jour sur la diversité culturelle révèle les distinctions faites entre les différents enjeux liés à la migration

Qu'ils soient pour ou contre la présence étrangère dans le pays, les jeunes Suisses attendent des communautés immigrées l'adhésion à des principes non négociables, comme l'égalité des genres ou la liberté d'expression. Et cela quelle que soit la position de ces jeunes sur l'échiquier politique. Tel est l'un des résultats d'une enquête réalisée sous l'égide de l'Observatoire économie-langues-formation (ELF) (*lire p. 2*), qui donne quelques pistes pour renouveler la réflexion sur les politiques d'intégration, notamment en tenant compte des distinctions qui font les jeunes gens entre les différents enjeux liés à la diversité culturelle.

L'enquête «Suisse: société multiculturelle» visait, dans sa partie liée à l'interculturalité, à mesurer, d'une part, les compétences interculturelles des

jeunes Suisses et, d'autre part, à analyser leurs positionnements face aux manifestations d'altérité culturelle. «Notre enquête ne cherche pas à déterminer si les jeunes Suisses aiment les étrangers ou non, mais à expliquer comment se structurent les enjeux autour de la migration», explique François Grin, directeur de l'Observatoire ELF. Trois catégories d'enjeux ont ainsi pu être définies: la présence (plutôt que l'absence) de communautés étrangères, les normes à caractère civique qui structurent la vie en société et les possibles arrangements ponctuels en faveur des cultures étrangères.

LARGE CONSENSUS SOCIAL

Si les jeunes portent des jugements souvent très contrastés sur la première et la troisième famille d'enjeux, il existe sur la deuxième un large consensus social qui transcende les régions, les parcours individuels ou les sympathies politiques: les jeunes, dans leur grande majorité, rejettent les manifestations d'altérité qui remettent en cause les normes sociales, politiques et juridiques aux-

quelles ils tiennent (égalité entre les sexes, censure dans les médias, union entre personnes de même sexe, etc.). Consensus également pour accepter les propositions telles que «les personnes de toute origine doivent pouvoir pratiquer leur religion dans leur vie privée comme elles veulent». Le résultat s'avère au contraire contrasté pour tout ce qui concerne notamment des aménagements ponctuels dans une perspective d'intégration, comme par exemple l'octroi aux écoliers de certains jours fériés en fonction de l'appartenance religieuse. «En résumé, les jeunes demandent que, pour tout ce qui concerne la vie publique, il y ait une démarche qui témoigne clairement d'une volonté de vivre ici», commente François Grin. Une démarche qui passe notamment par l'acquisition de la langue de la région et l'adhésion à certaines normes.

CIBLER LES GROUPES À RISQUE

A noter que les items soumis à l'enquête ne visaient pas à effectuer un balayage complet du vivre ensemble. «Toutefois, nos résultats permettent

de cibler certains enjeux de la politique d'intégration – ceux où l'attitude face à l'altérité est la plus différenciée – où un travail reste à faire, que ce soit en termes de politique d'information, de familiarisation, etc., explique François Grin. De surcroît, la méthode permet d'identifier des sous-groupes à risques, menacés par des idéologies xénophobes, et de pouvoir proposer des programmes spécifiques.»

MULTIDIMENSION DES ENJEUX

Ainsi, la dernière recommandation de l'enquête pose, comme principe général, de tenir compte de la multidimensionnalité des enjeux de la diversité. «L'électeur se retrouve souvent coincé entre une extrême-droite toxique qui veut nous faire croire que les enjeux de l'immigration sont un tout monolithique qui doit être rejeté en bloc, et une gauche où certains sont visiblement très empruntés dès qu'il faut faire face à ces enjeux sociologiques et aborder sans langue de bois certains aspects parfois conflictuels du rapport à l'altérité», regrette le professeur. ■